

Ceux qui n'ont pas suivi le mouvement

Les quelques établissements scolaires qui n'ont pas suivi la grève, qui a paralysé hier le secteur de l'éducation, ne sont généralement pas représentés par une section syndicale.

Mehdi Mehenni - Alger

(Le Soir) - Si la grève lancée hier par les différents syndicats du secteur de l'éducation a été largement suivie, il n'en demeure pas moins que quelques établissements n'ont pas répondu à l'appel. Bien qu'ils ne soient pas nombreux, ces établissements sont dans leur majorité soit non représentés par une section syndicale, soit affiliés à une section qui a fixé son débrayage à une date ultérieure, comme c'est le cas des lycées affiliés au Conseil des lycées d'Algérie (CLA), qui entameront à leur tour une grève de huit jours à partir d'aujourd'hui. Mais il reste, toutefois, une minorité, qui bien que représentée, n'a pas adhéré

à la protestation, pour la simple raison, explique un enseignant, qu'elle est durement gérée. En effet, dans ces établissements, les enseignants ont été menacés de licenciement, de représailles et de défalcation de journées de salaires. «Nous sommes représentés par une section UGTA ; et bizarrement, ce sont nos représentants, en plus du directeur de l'établissement, qui ont tenté de nous intimider», dira un enseignant qui a préféré garder l'anonymat.

Par contre, certains enseignants, qui se contentent d'ailleurs, sur les doigts d'une main, sont carrément contre toute idée de grève. Pour eux, ce n'est pas de cette manière que les pro-



Mais solidaires quand même avec leurs collègues.

Photo : Samir Sid

blèmes du secteur de l'éducation seront résolus, d'autant plus, estime un enseignant, que derrière tous ces mouvements de débrayage, il y a souvent des manipulations et des syndicats qui profitent de la

situation pour régler leurs comptes et accéder à des postes-clés. Le directeur d'un établissement dont le personnel est pourtant affilié à plusieurs sections syndicales a assuré que depuis qu'il est là, son institution n'a

connu aucun mouvement de protestation. «Je n'ai jamais forcé la main aux enseignants exerçant au sein de mon établissement. Mais ils ont compris qu'il y a toujours des manipulations derrière ces mobilisations.

Personnellement, j'ai été étonné pour l'attitude de certains syndicats. Le langage qu'ils tiennent avec les enseignants, d'une part, et la tutelle, d'autre part est complètement différent», a-t-il expliqué. Enfin, bien que l'attitude des uns et des autres diffère vis-à-vis de la grève, il reste que la majorité des établissements qui n'ont pas adhéré à la grève et qui ne sont pas représentés par une section syndicale restent quand même solidaires de leurs collègues.

«Le fait qu'on ne soit pas représentés ne nous permet pas de suivre la grève, et c'est dommage. De toutes les manières, nous restons solidaires avec nos collègues», dira un groupe d'enseignantes du CEM Haroun-Rachid, sis à la place du 1^{er}-Mai.

M. M.

BOUMERDÈS

Une participation massive

Dans la wilaya de Boumerdès, le premier jour de grève des enseignants a été massivement suivi. C'est probablement l'une des actions les plus réussies, en terme de mobilisation, depuis la création des syndicats autonomes. Aussi les responsables du Cnapest et de l'Unpef en sont-ils particulièrement satisfaits ?

La première journée de cette grève cyclique, qui durera jusqu'à jeudi dans une première étape, a été largement suivie dans les 31 lycées que compte la wilaya de Boumerdès.

Selon les statistiques que nous a communiquées le coordinateur local

Cnapest, M. Salhi, le taux de participation dans les différents établissements varie entre 45 et 98 %. Abstraction faite des enseignants vacataires, qui ne participent pas à cette grève, le taux de suivi pour toute la région est estimé à 85 %, selon M. Salhi. Ce

dernier note que pour la première fois, les PES d'un lycée de Khemis-El-Khechna n'ont pas entendu l'appel de l'UGTA et ont rejoint le mot d'ordre du Cnapest. Dans le cycle moyen, le taux de participation avoisine, selon le responsable local de l'Unpef, M. Khedimi, les 90 %. A cette occasion, le syndicaliste n'a pas manqué de fustiger les responsables du comité de gestion des fonds des œuvres sociales de l'éducation que, paradoxalement, gère seule l'UGTA. Et d'estimer que ces responsables des œuvres sociales «distri-

buent, ces derniers jours, les cartables de la honte» afin de gagner la sympathie des enseignants et, partant, de casser la grève». A priori, le procédé n'a pas marché.

Dans les établissements où nous nous sommes rendus, les collégiens et collégiennes ont dû rentrer chez eux, leurs enseignants s'étant mis en grève.

Par contre, la participation reste mitigée au niveau des quelque 480 écoles primaires de la wilaya. Le responsable de l'Unpef a parlé d'un taux de suivi de 75 %, au niveau de la wilaya, dans ce palier de l'enseignement.

Ce n'était manifestement pas le cas. Ainsi, dans la ville même de Boumerdès, une seule institutrice de l'école Brahim-Boumerdassi a observé la grève. Et à l'école Ali-Hamdane, les institutrices qui ont la charge des classes préparatoires ont travaillé. A noter que les deux groupements scolaires sont mitoyens.

Selon le coordinateur du Cnapest, les enseignants affiliés à cette organisation tiendront une assemblée générale pour décider d'une éventuelle reconduction de la grève. Au chapitre dialogue avec les pouvoirs publics, et en réponse à

notre question sur l'appel lancé avec insistance par le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, qui a effectué une visite de travail jeudi dernier dans la wilaya, le coordinateur du Cnapest déclarera : «Nous n'avons jamais refusé le dialogue. C'est ce que nous faisons depuis janvier 2008. Maintenant, nous voulons du concret.» Et il ne manquera pas, en outre, de faire remarquer que les hautes autorités du pays ont unilatéralement choisi l'UGTA comme unique interlocuteur au sein de la tripartite.

Abachi L.

TIZI-OUZOU

Un taux de 90% revendiqué par les syndicats

90 %, tel est le taux de suivi de la grève par les enseignants des trois paliers de l'éducation nationale à Tizi-Ouzou. C'est, en tous cas, le chiffre avancé par M. Sarni, secrétaire général de l'Unpef, partenaire avec d'autres syndicats autonomes du secteur de l'éducation de l'appel à l'arrêt de travail d'une semaine pour des revendications qui ont trait essentiellement au régime indemnitaire et à la promulgation du statut particulier.

Le syndicaliste, qui parle d'un suivi massif au niveau des établissements de l'enseignement moyen et du secondaire, estime à près de 80 % le taux de suivi dans les établissements du primaire, secteur où le SETE/UGTA a un fort ancrage. Une donnée qui reste vérifiable au niveau des grands centres urbains, à l'exemple de Draâ-Ben-Khedda, Azazga et Tizi-Ouzou. M. Sadali, du Satef, s'attend à un effet boule de neige dès aujourd'hui ou demain.

«Il faut s'attendre à une paralysie totale de tous les établissements scolaires de la wilaya dans les prochains jours. D'autres enseignants qui partagent les mêmes revendications ne manqueront pas de se joindre au mouvement de protestation», a estimé le syndicaliste du Satef. Un bilan de la situation et des chiffres qu'on n'a malheureusement pas pu vérifier à travers le canal de la Direction de l'éducation.

Le secrétaire général comme le chef de cabinet de cette institution, que nous avons essayé de joindre à plusieurs reprises par le biais de leur secrétariat, étaient injoignables.

S. A. M.

BOUIRA

Débrayage total dans le secondaire et partiel dans le moyen et le primaire

Encore une fois, la grève de l'éducation à laquelle ont appelé les syndicats activant dans le secteur, comme l'Unpef, le Cnapest, le Snapest et le CLA, a été diversement appréciée dans la wilaya de Bouira au niveau des trois paliers tant par les organisateurs que par la direction de l'éducation.

Hier, et quelques minutes après la rentrée des classes, tous les indices tendaient vers une réussite totale de la grève au niveau du chef-lieu, puisque les élèves étaient systématiquement refoulés depuis tous les lycées et les CEM, alors qu'au niveau des établissements primaires, la grève était diversement appréciée.

Du côté des autres daïras et au fil des heures, l'on apprendra que tous les établissements du secteur, tant dans le secondaire que dans le moyen et le primaire, ont été paralysés au niveau de M'chedallah, Bechloul et Haïzer, alors que dans les régions d'Aïn Bessem, de Sour-El-Ghozlane et de Lakhdaria, la grève était totale dans les lycées et partielle au niveau du

moyen et du primaire.

Concernant les chiffres, si du côté de la direction de l'éducation l'on avance un taux global de suivi de 29 % au niveau des trois paliers, les deux syndicats représentatifs au niveau de la wilaya de Bouira que sont l'Unpef pour le primaire et le moyen et le Cnapest pour le secondaire parlent, eux, d'un franc succès et d'un taux de suivi dépassant les 80 % au niveau des trois paliers.

Ainsi, les représentants de l'Unpef parlent d'un taux de grève de 81 % au niveau du primaire et de 91 % au niveau du moyen.

Du côté du Cnapest, le taux de 100 % est avancé, les 35 lycées de la wilaya ayant tous été paralysés. Cependant, et selon le coordinateur de wilaya, M. Zoubir Messaoudi, en terme d'enseignants, le taux de grève est de 87 % si l'on excepte les contractuels et de 97 % en les incluant.

Invité à commenter cette action, le coordinateur de wilaya dira que cette grève d'une semaine reconductible a été presque imposée aux enseignants puisque le pouvoir est le premier à violer ses propres instructions.

En effet, en novembre 2008, lors d'une réunion du ministre de l'Education avec les représentants du Cnapest, en présence du ministre du Travail et de la Sécurité sociale, M. Benbouzid avait clairement annoncé la prise en charge de la revendication principale relative aux régimes indemnitaires et son application avec effet à partir du 1^{er} janvier 2008. Or au mois d'octobre dernier, le Premier ministre a signé une instruction dans laquelle il est stipulé que l'application des régimes indemnitaires se fera à partir de la date de la promulgation de la loi, c'est-à-dire à partir du mois d'octobre 2009. Une violation flagrante de l'accord signé par le ministre de l'Education en novembre 2008. Outre ces violations, les syndicats ayant souscrit à cette grève rappellent la revendication consistant en l'application des textes relatifs à la médecine du travail, comme la visite médicale pour chaque fonctionnaire ainsi que le bilan global et, enfin, la gestion des œuvres sociales qui ne devrait plus être l'apanage du seul syndicat maison qu'est l'UGTA.

Y. Y.